

Article 29 du Règlement

Ils se sont sentis tout à fait rejetés par une société et par un système qui est si global, si systématique et si bien étayé par toutes les lois, qu'il mérite l'attention que nous lui portons, car nulle part ailleurs, on ne retrouve une ségrégation de gens appliquée de façon aussi brutale et systématique en fonction de la race et j'ai pourtant vu bien d'autres coins du monde, des endroits où la méchanceté existe. Cette méchanceté systématique en fonction de la race est sans pareille.

Elle mérite notre attention, car le racisme pourrait en définitive détruire toutes nos sociétés si on le laisse se perpétuer, si on fait preuve de tolérance au lieu de nous y opposer de façon urgente, comme les députés de ce côté-ci qui sont intervenus aujourd'hui, l'ont proposé.

Je croyais avoir tout vu avec Soweto, mais en 1983, j'ai eu l'occasion de me rendre de Johannesburg à Maseru, au Lesotho, et de traverser ainsi la campagne de l'Afrique du Sud. Je voyageais alors pour le compte du CRDI, un organisme subventionné par le gouvernement canadien, afin d'aider à la réalisation de certains projets au Lesotho. Nous avons traversé l'Afrique du Sud en voiture ce qui nous a donné une idée des régions rurales et du traitement infligé aux noirs dans ces régions. En comparaison, Soweto est presque un quartier chic.

Dans les régions rurales de l'Afrique du Sud, il y a tout d'abord les énormes exploitations agricoles blanches qui dépassent même l'imagination de nos habitants de l'Ouest où les exploitations sont pourtant importantes, et on retrouve ensuite, généralement dans un petit coin reculé, des huttes de paille où vivent dans la pauvreté la plus abjecte qu'on puisse imaginer, les employés noirs. Selon moi, on ne peut s'imaginer au Canada ce genre d'inégalité, d'exploitation économique.

Nous, de notre parti, parlons souvent d'exploitation économique au Canada. Je n'ai jamais vu dans ma vie des contrastes aussi frappants entre les superbes exploitations agricoles bien aménagées et riches d'une part, et la violence, la pauvreté, l'avitissement dont sont victimes les noirs qui y travaillent, d'autres part.

Sachant qu'on pourrait avoir l'impression à écouter ces descriptions qu'il ne peut y avoir aucun espoir pour une société qui vit comme cela depuis des générations, je pense alors à un symposium organisé par le CRDI, au Botswana, un autre des pays que l'Afrique du Sud attaque depuis quelques mois.

Ce symposium au Botswana a réuni des Sud-Africains blancs et noirs, des jeunes Sud-Africains de 16 à 22 ans, qui, en discutant de l'éducation, ont découvert soudainement, dans un microcosme, qu'ils étaient en train de vivre une expérience qu'il ne leur avait jamais été donné de connaître auparavant, une expérience multiraciale où l'un était l'égal de l'autre.

Au lieu d'un sentiment d'appréhension, ils ont éprouvé un véritable sentiment de libération, je ne saurais le décrire autrement, ils ont éprouvé une véritable libération humaine que, à vrai dire, j'ai eu l'immense privilège de voir à l'oeuvre.

Il m'arrive aussi de songer parfois aux moments que j'ai vécus à Lusaka, à Harar, à Maseru, et à Maputo en Afrique, et dans tous ces endroits qui ont voulu se développer mais où persiste la pauvreté en dépit de leur indépendance, car n'oublions pas qu'il s'agit de pays qui, des années durant, ont

souffert des formes les plus rigoureuses du colonialisme. Pourtant, ils ont essayé d'édifier une société et ils y ont réussi dans une certaine mesure. En dépit de la pauvreté persistante, ces États sont devenus la cible des attaques brutales et directes des avions, des soldats et de la haute technologie sud-africains. À bien des égards, ces attaques ont ravagé les villes. C'est tragique quand on pense aux lents et pénibles efforts qu'il leur a fallu déployer pour redresser leur économie après un passé très pénible.

• (1740)

La situation sud-africaine actuelle est un drame humain à la fois triste et tragique du fait de son caractère systématique, structuré et organisé. C'est cette différence qui accentue si vivement les sentiments de tristesse et de tragédie que l'on ressent en tant qu'être humain, lorsqu'on se rend dans cette société pour essayer de communiquer avec les non-blancs qui y vivent.

Voilà pourquoi je suis d'avis que nous devons intervenir de toute urgence. C'est ce que recommande fortement le rapport des personnalités éminentes. Ce qui nous a beaucoup étonné et paru incroyable, c'est le fait que ce rapport soit débordant d'espoir. Croyez-le ou non, l'avant-propos du secrétaire général du Commonwealth commence le rapport en disant ceci:

... le changement et la paix sont à la portée du peuple. Pendant un court moment, le monde entier—et principalement les Sud-Africains de toutes les races—ont pu entrevoir une voie de négociation menant à un avenir plus digne.

Voici un passage plus remarquable encore de ce rapport:

... les opprimés d'Afrique du Sud, les victimes de l'apartheid qui dure depuis si longtemps sont prêts, encore aujourd'hui, à édifier pacifiquement un nouveau pays où les citoyens de toutes races, blancs et noirs, métis et Indiens vivront dans la justice et la dignité.

L'espoir est tenace, malgré l'oppression qui a brimé des générations.

Pourtant, le rapport exprime en même temps, mieux qu'aucun de nous ne saurait le faire, l'urgence absolue d'agir pour provoquer le changement pendant que l'espoir subsiste. Comme le dit le rapport, nos craintes portent sur le sort des noirs. Le Commonwealth s'inquiète, en effet:

... du caractère inhumain de l'apartheid et des souffrances encore plus terribles qui s'annoncent, à moins qu'on ne trouve de toute urgence le moyen d'obliger ce pays à abolir pareil régime et à établir, en Afrique du Sud, un gouvernement représentatif qui fasse abstraction des races.

Il est temps, en 1986, que le Canada relève enfin ce défi. Voilà pourquoi, tout en exprimant l'espoir d'un avenir meilleur pour l'Afrique du Sud, il y a lieu de se montrer amer envers notre gouvernement qui n'a pas su réagir avec vigueur et célérité aux atrocités de ce régime. Voilà pourquoi nous avons posé des questions cinglantes et avons réclamé un débat spécial. En effet, c'est pour que le gouvernement comprenne l'urgence de la situation, que j'ai moi-même sentie à Soweto, dès 1969, qui m'est apparue encore plus cruciale en 1983, dans les villages d'Afrique du Sud, et que viennent d'accentuer encore, aujourd'hui, les propos de la ministre d'État chargée des Finances (M^{me} McDougall), selon laquelle le courage et l'héroïsme ne sont pas de mise.